DIAL 2581

COLOMBIE - Un million d'espions

Michael Easterbrook

mercredi 16 octobre 2002, mis en ligne par Dial

Le nouveau président de Colombie met en place un « réseau d'informateurs civils », dont il espère que les membres atteindront le chiffre d'un million. Il en attend une contribution importante à la lutte contre les mouvements de guérilla. La mesure est jugée très dangereuse par certains, car elle ne peut qu'augmenter les violences et les victimes, alors que d'autres n'hésitent pas à y voir un pas en avant vers la restauration de l'ordre dans ce pays déchiré. La situation des paramilitaires est au cœur de ce débat. Article de Michael Easterbrook, Noticias Aliadas*, 3 septembre 2002.*

Le gouvernement colombien considère le réseau d'espions civils attaché à la surveillance des groupes armés comme une arme importante dans la bataille contre les insurgés de gauche. D'autres craignent qu'il ne transforme des milliers de personnes sans défense en cibles de la guérilla.

Réalisant ainsi une de ses promesses électorales les plus controversées, le président Alvaro Uribe a mis en place le « réseau d'informateurs civils », au nord du pays, dans la province de Cesar, dès le lendemain de sa prise de pouvoir, le 7 août.

Son objectif est de constituer un réseau d'un million d'informateurs au niveau national afin qu'ils soient les yeux et les oreilles du gouvernement. Beaucoup recevront une formation militaire, des moyens de transmission radio et vraisemblablement des armes.

Le président considère ce réseau comme le pilier de sa stratégie pour mettre en déroute les rebelles de gauche et asseoir l'ordre dans ce pays chaotique. C'est la promesse de réaliser cela qui a aidé Uribe à obtenir 53 % des voix aux élections du 26 mai.

Outre la création du réseau d'espions, le nouveau gouvernement a proclamé le pays en « état de commotion » [1] et a établi un impôt de guerre sur les personnes et les entreprises à haut revenu, afin d'engager des milliers de policiers et soldats supplémentaires.

Les décrets visant à la proclamation de l'état d'urgence n'ont pratiquement pas été critiqués en Colombie où beaucoup ont voté pour Uribe avec l'espoir qu'une guerre ouverte serait le chemin le plus rapide vers la paix. Mais le désir du gouvernement d'étendre le réseau d'informateurs fait surgir des problèmes.

Dans son éditorial du 10 août, le journal El Tiempo, le plus important du pays, a manifesté des doutes quant à la capacité du gouvernement à contrôler le flux d'informations qu'il recevra quotidiennement au fur et à mesure que le réseau s'amplifiera. Quatre jours plus tard, le chroniqueur de El Tiempo, Daniel Samper Pizano, envisageait que des informateurs puissent accuser par erreur des personnes d'être membres des groupes armés illégaux ou en menacer d'autres de dénonciation pour assouvir des vengeances. Samper les évoquait sous le nom de « réseau de mouchards ».

Cependant, la principale crainte est que les membres du réseau soient exposés à des représailles de la part des rebelles. Quelque 3 500 civils sont assassinés chaque année dans le conflit qui oppose deux

armées rebelles aux milices paramilitaires et au gouvernement. Beaucoup craignent que la croissance du nombre des victimes dans cette guerre de 38 ans n'augmente avec le nombre des membres du réseau.

« Notre principale préoccupation est que, dans un pays aussi polarisé que la Colombie, placer un million d'informateurs est très dangereux. La seule chose que procure un réseau d'informateurs de ce type, c'est l'extension de la guerre et non son terme », a dit Jorge Rojas, président d'une institution non gouvernementale, le Conseil pour les droits de l'homme et le déplacement de populations (CODHES).

C'est une crainte à laquelle le gouvernement ne sait comment faire face. Lorsqu'il a lancé le programme, Uribe a dit que des participants pourraient même recevoir des armes du gouvernement pour se défendre, mais en attendant leur unique protection est d'augmenter le nombre de participants. Uribe a dit : « S'il y a un ou deux informateurs, on les descend. Mais s'ils sont des milliers et si nous arrivons au million, il faudra qu'on nous descende tous. »

Les militants des droits humains craignent aussi que le réseau ne renforce les groupes paramilitaires, responsables de la plupart des violations des droits de l'homme commises l'an passé. Les opposants mettent en avant les abus qui se sont produits sous couvert d'un programme civil-policier appelé « Convivir », créé par Uribe lorsqu'il était gouverneur d'Antioquia au milieu des années 90. Avant la dissolution des groupes, certains membres ont été accusés d'avoir travaillé avec les paramilitaires et participé à des massacres.

D'autres soutiennent que ces problèmes auront du mal à surgir avec le nouveau réseau d'informateurs qui sera chapeauté au plus prés par le ministère public, le ministère de la justice et la defensoria du peuple.

L'ex-conseiller du gouvernement sur les problèmes de sécurité, Alfredo Rangel, a affirmé que « si (le réseau) fonctionne de la façon dont l'espère le gouvernement, les dénonciations toucheront également les paramilitaires et les guérillas. Il est beaucoup plus probable que les informateurs deviennent une cible des paramilitaires plutôt que leurs collaborateurs. »

La crainte de voir les informateurs contribuer à accroître en nombre l'armée paramilitaire se manifeste lorsque leurs leaders luttent pour donner une nouvelle orientation aux milices dont on dit qu'elles ont, à travers tout le pays , quelque 8 000 combattants.

En juillet, le paramilitaire fugitif, Carlos Castaño, a renoncé à la direction politique des Groupes unis d'autodéfense de Colombie (AUC) et a accusé des combattants d'avoir perdu leurs idéaux et de s'être impliqués à un niveau avancé dans le trafic de cocaïne. Un bulletin publié sur la page web du groupe a annoncé par la suite la dissolution des AUC.

« Nous nous heurtons à une explosion de groupuscules profondément pénétrés par le narcotrafic » indiquait le communiqué signé par Castaño et le commandant paramilitaire Salvatore Mancuso, qui ont ajouté qu'ils continueraient à diriger les Groupes d'autodéfense ruraux de Córdoba et de Urabá.

La plupart des analystes pensent que les leaders paramilitaires s'efforcent de prendre leurs distances par rapport aux groupes liés au trafic de drogues dans le but d'être présents à une future table de négociations plus acceptable tant pour le gouvernement que pour les États-Unis, qui ont dépensé presque 2 milliards de dollars ces dernières années dans la lutte contre la drogue en Colombie.

Bien que les négociations de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) aient échoué en février, Uribe a déclaré qu'il était disposé à entamer de nouvelles conversations si les rebelles proclamaient un cessez-le-feu unilatéral. Le président a ajouté qu'il envisagerait également de permettre aux leaders paramilitaires de participer à de futures négociations de paix.

La crainte que ne s'intensifie la « salle guerre » contre les rebelles et leurs supposés collaborateurs est très répandue. Malgré le passé sanglant des paramilitaires, beaucoup considèrent Castaño comme un modéré qui a su contrôler ses combattants. « Avoir des groupes qui agissent sans aucune directive est très dangereux », a déclaré Rojas.

À ce jour rien n’indique que les presque 750 informateurs qui travaillent à Cesar aient contribué à renforcer les militaires ou qu’ils soient une cible de la guérilla. En fait, le réseau n’est pas parvenu à présenter des résultats dans la réduction de la violence rebelle.

Les informateurs, qui travaillent dans des restaurants, des boutiques et des postes d’essence, le long des trois principales routes, assurent l’encadrement de rebelles, paramilitaires et délinquants de droit commun afin d’aider les autorités à assurer la sécurité des routes.

Les FARC tout comme l’Armée de libération nationale (ELN) séquestrent des centaines de personnes sur les routes de la zone de Cesar pour demander des rançons, tandis que, fréquemment, des bandes criminelles retiennent des camions pour leur voler leur chargement, a dit le colonel Orlando Páez, commandant de la police nationale dans la zone de Cesar.

Bien que les informateurs ne reçoivent pas de salaire régulier, le commandant Páez a dit qu’une somme de 400 dollars leur sera versée chaque fois qu’ils fourniront des informations aboutissant à la capture d’un criminel ou d’un membre d’un groupe armé. L’identité de ces informateurs n’est connue que de quelques policiers seulement.

Grâce aux informateurs, on est parvenu à démanteler deux bandes criminelles responsables du détournement de dizaines de camions, mais à ce jour on n’est parvenu à capturer aucun guérillero ou paramilitaire.

90 % des informateurs sont des hommes entre 25 et 40 ans. Páez, qui espère enrôler 3 000 personnes pour le réseau avant la fin de l’année, pense qu’il n’aura pas de problème pour trouver des volontaires. « Ce sont des personnes très affectées par la violence, a-t-il dit. Elles sont lasses de tant de souffrance. »

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2591.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 3 septembre 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] À peu près l’équivalent de l’état d’urgence.